



Le rôle de l'APHG dans l'organisation du Concours National de la Résistance et de la Déportation (CNRD)

Par Bruno Benoit

lundi 11 avril 2011

Cet article a été publié en 2011 dans le dossier spécial du Cinquantenaire du CNRD édité par la Fondation de la Résistance (coordination Hervé Guillemet et Frantz Malassis), p. 27.



Fondée en 1910, l'Association des Professeurs d'Histoire et de Géographie a été depuis 1961, un acteur essentiel du [CNRD](#). Rappelons qu'en 1964, alors que le Concours est relancé après les premières années balbutiantes, Jean-Marie d'HOOP, secrétaire général de la Société des Professeurs d'Histoire et de Géographie (devenue APHG), siège au jury national présidé par Louis FRANÇOIS. Cet intérêt ne s'est depuis lors jamais démenti.

Notre association est présente comme partenaire du Concours au niveau national et départemental à côté de beaucoup d'autres représentants d'associations, de Fondations et de musées ; c'est bien le rôle des enseignants d'histoire et de géographie qui est reconnu. Cela ne signifie pas pour nous que seuls les professeurs d'histoire et de géographie ont « droit de cité » dans le concours. Ce n'est d'ailleurs pas le cas et nombreux sont les collègues d'autres disciplines (lettres, langues vivantes, philosophie, arts plastiques...) qui s'y investissent, avec le soutien et l'action irremplaçable de nos collègues documentalistes des CDI. Nous souhaitons que cette participation s'élargisse et qu'ainsi le Concours soit aussi un élément du travail en commun entre enseignants au sein des établissements.

La revue *Historiens et Géographes*, largement diffusée chez les professeurs d'histoire et de géographie publie des articles sur le thème choisi - auquel l'APHG est associée - et le palmarès des lauréats nationaux. D'autre part, l'APHG organise avec l'Inspection générale d'Histoire et de Géographie tous les ans aux « [Rendez-vous de l'Histoire](#) » à Blois une table ronde sur le thème du Concours.

Aujourd'hui, la disparition progressive des témoins et acteurs de cette époque peut susciter des interrogations pour l'avenir du CNRD. Notre association centenaire, mais toujours jeune, est capable de répondre à de nouveaux défis. Il

serait en effet pour nous paradoxal d'en tirer argument pour favoriser inconsciemment sa mise en sommeil. Le Concours existe, il fonctionne bien dans maints départements, développons-le, là où, pour diverses raisons, il marque le pas ou fléchit.

Il permet dans de nombreux établissements un véritable exercice d'histoire et d'éducation civique, qui contribue à donner à des générations entières d'élèves le goût de l'histoire, non pas une histoire aseptisée mais une histoire vivante au sens où l'entendait Marc BLOCH, membre de la Société des Professeurs d'Histoire et de Géographie, historien, résistant et fusillé en 1944.

Ce concours fait mesurer concrètement aux élèves qui le préparent ce que représentent les valeurs républicaines de liberté, d'égalité et de fraternité, pour lesquelles ses ont sacrifiés de nombreux résistants. Il permet de montrer à chaque collégien et lycéen en quoi cet engagement a été fondateur, au même titre que la révolution française comme l'a souligné notre collègue universitaire Jean-Marie GUILLON.

C'est enfin, il faut le souligner, un élément constitutif de l'histoire et de la mémoire de la Résistance et de la Déportation, qui est au programme des classes de premières L, ES, S et de terminales L et ES.

Pour répondre à la question de la rencontre élèves-témoins, rappelons que de nombreux témoignages sont enregistrés, publiés. Ces ressources considérables, sans doute faudrait-il les valoriser davantage, et d'abord les identifier et les répertorier là où elles sont conservées. Leur usage nécessite d'autres formes d'étude et de prise en compte de cette somme considérable de documents historiques jusqu'alors pas assez utilisés.

Les lieux de mémoire, les traces de la résistance et de la Déportation sont nombreux dans nos régions, préservés dans la mesure de leurs moyens par les pouvoirs publics avec souvent le rôle majeur d'associations. Cela permet d'effectuer avec les élèves des travaux sur le terrain, dans les archives, dans les sites où l'émotion engendrée par les drames et tragédies est encore palpable, du Mont-Valérien au village d'Oradour ou à Drancy, des fossés de la forteresse d'Arras à la prison de Montluc, du camp du Struthof à celui de Rivesaltes, du Vercors aux Glières, et tant d'autres qu'il faudrait citer !

Il est important de rappeler que le CNRD n'existerait pas sans l'investissement bénévole des professeurs, le plus souvent encouragé et soutenu par l'administration, mais pas toujours. Ils sont confrontés aux modifications en oeuvre, que l'on nous permettra de trouver dangereuses pour l'éducation des générations futures. Nous pensons ici évidemment à la mesure regrettable de suppression de l'enseignement obligatoire de l'histoire et de la géographie en classe de terminale scientifique. Qu'on le veuille ou non, l'histoire et la géographie contribuent dans notre pays et depuis bien longtemps à la formation civique du citoyen. A sa manière originale, le concours de la Résistance et de la Déportation y participe fortement et doit y avoir part encore longtemps. C'est le souhait que nous formulons après ces 50 années et pour celles nombreuses qui sont à venir.

L'APHG aime à répéter qu'un peuple qui occulte son passé est souvent amené à le revivre. Prenons garde qu'évoquer la Résistance est à la fois un devoir d'Histoire vis-à-vis de notre passé national, mais aussi un engagement citoyen conforme à l'article 2 de la déclaration des droits de l'Homme et du citoyen du 26 août 1789.

Bruno Benoit [\[1\]](#)

Notes

[\[1\]](#) Président de l'Association des Professeurs d'Histoire et de Géographie (APHG) et Professeur à l'Institut d'études politiques de Lyon.